

## Réforme controversée

# «Le Canton doit agir en faveur des apprentis»

**Les enseignants défendent leurs propositions face au chamboulement des CFC vente et commerce. Les cantons romands, eux, parlent d'intervenir à Berne.**

**Philippe Maspoli**

La tension reste élevée dans les quatre écoles professionnelles vaudoises fréquentées par les apprentis de la vente et du commerce. À l'initiative du Syndicat vaudois des maîtres d'enseignement professionnel (SVMEP-SUD), plusieurs enseignants ont confirmé jeudi matin les témoignages publiés par «24 heures» le 23 mars dernier.

«Désarroi», «inquiétude» pour la filière des maturités professionnelles après un certificat fédéral de capacité (CFC), «dévalorisation du métier d'enseignant», «perte des savoirs»: la dilution des branches généralistes, comme les langues, dans des «compétences opérationnelles» orientées sur les besoins techniques alimente les critiques.

La tension est d'autant plus forte que, après l'introduction de la réforme fédérale dans les métiers de la vente en 2022, ce sera le tour des employés de commerce à la rentrée 2023, qui représentent, au niveau suisse, 22%

des diplômés d'apprentissage. Les deux secteurs auraient dû subir le chamboulement en 2022 mais les cantons ont obtenu un report à 2023 en ce qui concerne les employés de commerce.

### Pas de réponse

«Nous ne sommes pas des coachs», lancent les enseignants, en référence au mot qui figure noir sur blanc dans un document officiel. Le SVMEP explique de son côté qu'il a eu deux rencontres avec la Direction générale de l'enseignement postobligatoire (DGEP) en mars 2022.

«Nous n'avons pas eu de réponse. Nous allons écrire au conseiller d'État Frédéric Borloz (*ndlr: chef du Département de l'enseignement et de la formation professionnelle*) et demander une nouvelle réunion», affirme Maurizio de Luca, membre du comité syndical.

Leur proposition consiste en l'organisation d'une matinée d'enseignement complémentaire, quitte à réduire la place dédiée au nouveau système. «Un modèle vaudois de la compensation de la perte des savoirs et des qualifications est possible. Ce gouvernement qui affirme régulièrement son attention envers les apprentis doit réellement agir pour eux», martèle Aristides Pedraza, membre du Secrétariat fédéral du syndicat SUD, alors que la DGEP invoquait, dans «24 heures», une «absence de marge de manœuvre» face à Berne.

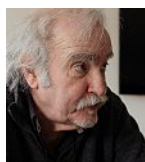
Le directeur général de l'enseignement postobligatoire, Lionel Eperon, maintient, après un exa-

«On ne peut pas sortir les élèves de l'enseignement lié au droit fédéral pour les «injecter» dans un module cantonal.»



**Lionel Eperon,** directeur général de l'enseignement postobligatoire

«Un modèle vaudois de la compensation de la perte des savoirs et des qualifications est possible.»



**Aristides Pedraza,** membre du Secrétariat fédéral du syndicat SUD

men juridique, que les cantons n'ont «pour ainsi dire pas» de latitude d'action. Les «compétences opérationnelles» sont fixées dans le droit fédéral et les objectifs de formation établis par les organisations de la branche professionnelle au niveau national, assure-t-il: «Le nombre d'heures en école est fixé dans les ordonnances fédérales. On ne peut pas sortir en partie les élèves de l'enseignement lié au droit fédéral pour les «injecter» dans un module cantonal.»

La DGEP affirme préparer un concept de cours d'appui destinés aux jeunes qui souhaitent se lancer dans une maturité professionnelle post-CFC: «En voie CFC, nous partageons le souci d'une perte de certains réflexes d'apprentissage à l'école.»

### Action romande à Berne

Les lignes semblent bouger sur le plan romand afin d'agir au niveau fédéral, selon le Département de l'enseignement et de la formation professionnelle: «Sur proposition de Frédéric Borloz à la dernière rencontre de la Conférence intercantonale de l'instruction publique, les cantons romands vont rediscuter entre eux de cette réforme, car il y a une inquiétude partagée. Le but serait de reprendre la discussion avec les autorités compétentes à Berne à propos d'un meilleur accompagnement de cette réforme et de la place de la culture générale dans ces formations professionnelles.»

En attendant, les enseignants persistent à demander davantage de soutien de leur hiérarchie et le «paiement du surtravail».